

**RENOVATION ENERGETIQUE DU BATIMENT DE LA PROVIDENCE**  
20, rue de la Providence  
86000 POITIERS

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**  
**Phase DCE**

**Titre 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX ENTREPRISES**

**Architecte : ATELIER DUNE**

5 bis, Boulevard Coligny  
86000 POITIERS  
Tel : 09 63 25 92 24 - Email : [agence@atelierdune.fr](mailto:agence@atelierdune.fr)

**Economiste : CABINET CIREYAM**

77, Rue de Vert  
86360 CHASSENEUIL DU POITOU  
Tel : 05 49 55 31 76 - Email : [contact@cireyam.fr](mailto:contact@cireyam.fr)

**BET fluides : CLIMAT CONSEIL**

89 bis, Route de Poitiers  
86280 ST BENOIT  
Tel : 05 49 03 18 42 - Email : [info@climat-conseil.com](mailto:info@climat-conseil.com)

**OPC : PLANNI BATI**

6, route de Saint Martin  
86800 TERCE  
Tel : 06.25.37.38.01 - Email : [jersterch@gmail.com](mailto:jersterch@gmail.com)

**Bureau de contrôle : QUALICONSLT**

2 Avenue René Monory Télépport 4 - Immeuble Antarés  
86360 CHASSENEUIL DU POITOU  
Tel : 05 49 00 67 52 - Email : [poitiers.qcs@qualiconsult.fr](mailto:poitiers.qcs@qualiconsult.fr)

**Coordinateur SPS : SOCOTEC**

10, Rue Jean-B. Boussingault  
86000 POITIERS  
Tel : 05 49 47 55 66 -

## Sommaire

<b>0 PRESENTATION DE L'OPERATION</b>	<b>2</b>
<b>1 AFFECTATION DES TRAVAUX PAR LOTS</b>	<b>2</b>
<b>2 PRESENTATION DES OFFRES</b>	<b>2</b>
2-1 Options & Variantes	3
<b>3 INSTALLATION ET ORGANISATION DE CHANTIER</b>	<b>3</b>
<b>4 CONTROLE DES TRAVAUX</b>	<b>3</b>
4-1 Coordination entre lots	3
4-2 Qualité des travaux : finitions	4
4-3 Garanties et assurances	4
4-4 Planification et suivis d'opération	4
4-5 Bureau de contrôle	4
4-6 Coordination sécurité	4
4-7 Etudes d'exécution	5
4-8 Consuel	5
4-9 Essais	5
4-10 Documents à remettre	5
<b>5 CONDITIONS D'EXECUTION</b>	<b>7</b>
5-1 Contraintes de site	7
5-2 Certificats d'économies d'énergie	7
5-3 Relations avec les concessionnaires	8
5-4 Opérations préalables à la réception des travaux (OPR)	8
<b>6 NATURE DES MATERIAUX</b>	<b>8</b>
<b>7 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES</b>	<b>10</b>
7-1 Documents techniques de référence	10
7-2 Documents techniques particuliers	10
7-3 Documents et plans à fournir en phase préparation et exécution	11
7-4 Délais d'exécution - Planning	11
7-5 Sous-traitance	12

## 0 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent document a pour objet de définir les prescriptions techniques relatives aux travaux à exécuter pour la Rénovation énergétique du bâtiment de la Providence à Poitiers (86000).

Maître d'Ouvrage :  
PREFECTURE DE LA VIENNE  
Place Aristide Briand 86000 POITIERS

## 1 AFFECTATION DES TRAVAUX PAR LOTS

Les travaux seront décomposés par lots.  
Les entreprises pourront soumissionner pour un ou plusieurs lots sous réserve qu'elles possèdent les qualifications professionnelles correspondantes.

Lot N°01 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM  
Lot N°02 CHAUFFAGE VENTILATION - PLOMBERIE SANITAIRE  
Titre 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX ENTREPRISES

## 2 PRESENTATION DES OFFRES

### 2 1 Composition des offres de prix

L'entrepreneur doit, dans le cadre de son prix forfaitaire, tous les travaux selon les règles de l'art et les réglementations en vigueur, de telle sorte que les ouvrages terminés remplissent parfaitement leur destination et présentent toutes les qualités requises.

Les travaux comprennent, sans que cette liste soit exhaustive :

- les études techniques,
- la réalisation des ouvrages,
- leurs essais,
- leurs réceptions éventuelles par tout organisme compétent,
- leurs notices d'utilisation et d'entretien,
- leurs garanties biennales ou décennales,
- les fiches produits FDS et FDES,
- leur SAV,
- la fourniture des DOE...

### 2 2 Caractère forfaitaire des offres de prix

Les offres de prix remises par l'entrepreneur sont réputées présenter un caractère forfaitaire.  
En conséquence, les entrepreneurs sont tenus d'apprécier toutes les contraintes particulières d'exécution qui peuvent résulter du présent marché.

En particulier, et sans que cette liste soit exhaustive, les entrepreneurs doivent :

- apprécier les contraintes particulières du site (accès, dessertes des fluides et possibilités de rejet, droits de voirie, etc.),
- tenir compte des dates prévisionnelles d'exécution de ses ouvrages,
- prendre en compte toute erreur ou omission dans le présent CCTP et les plans dès lors que la prestation relève d'un caractère normatif ou nécessaire à l'obtention des qualités requises ou des règles de l'Art,
- prévoir tous les frais annexes qui résulteraient de ses travaux ou de son marché.

Les propositions ayant un caractère forfaitaire absolu, seules les modifications (additions ou suppressions de travaux) demandées par les maîtres d'œuvre et maître d'ouvrage, et ordonnées par ordre de service, pourront donner lieu à une modification du prix forfaitaire, en plus ou en moins.

#### Établissement de la DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE :

Les quantités données dans la D.P.G.F. sont indicatives (colonne "quantité indicative") et ne soustraient pas le soumissionnaire, de sa responsabilité quant à la vérification des quantités réelles et nécessaires à mettre en oeuvre pour la réalisation de ses travaux.

Pour cela, l'entreprise soumissionnaire devra la vérification des quantités afin d'établir son prix forfaitaire, en cas de différences constatées, l'entreprise devra obligatoirement modifier la quantité dans la colonne "quantité entreprise".

Enfin pour permettre une comparaison équitable des offres de prix, le bordereau de prix unitaires devra être rigoureusement respecté.

## **2-1 Options & Variantes**

Elles sont indiquées dans les C.C.T.P. des corps d'états concernés, leurs montants doivent également paraître dans l'acte d'engagement.

## **3 INSTALLATION ET ORGANISATION DE CHANTIER**

### **3 1 Installation de chantier**

Les entrepreneurs ont à leur charge leurs installations propres (baraquements et installations diverses) nécessaires tant à l'exécution de leurs travaux qu'à la protection de leurs approvisionnements et matériels.

Les installations communes sont à la charge du Lot Menuiseries extérieures selon les spécifications du P.G.C.

Les entrepreneurs soumettent au Coordonnateur SPS et au Maître d'œuvre, en cours de période de préparation, le projet de leurs installations de chantier.

La mise en place des installations propres aux entreprises et des installations communes est réalisée suivant le Plan d'Installation de Chantier "Bon pour Exécution" visé par le Coordonnateur SPS.

Les installations communes comprennent :

- la base vie et baraquements : vestiaires, réfectoires, conteneurs matériels et matériaux, salles de réunion (équipées), sanitaires, douches, WC,
- les autres installations provisoires de chantier comme : les armoires électriques générales, branchements en eau potable, traitement des eaux,,
- les voies provisoires, aires de stockage, de nettoyage, la signalétique de circulation, l'éclairage de la base vie, les clôtures du chantier,
- etc.

Cette liste est indicative et non exhaustive : les entrepreneurs doivent se référer aux spécifications du P.G.C. qui prévalent contre le présent Titre 00 et les CCTP.

Les dépenses communes de chantier (dépenses d'investissement, d'entretien et de consommation) sont traitées au C.C.A.P. et au P.G.C.

### **3 2 Panneaux de chantier**

L'entreprise titulaire Responsable du compte prorata doit, à ses frais et dès l'ouverture du chantier, la fourniture, la réalisation et la mise en œuvre du panneau de chantier de 1500 x 2000 mm minimum, en bois dur de 15 mm d'épaisseur, surfacé blanc satiné, du type "Roligraph" de la société Plysorol ou équivalent, cloué sur poteaux en bois traité, avec indications (lettres et chiffres adhésifs) suivantes :

- la désignation de l'opération,
- l'image de synthèse de l'opération (fichier fourni par le maître d'œuvre)
- les noms et logos des organismes finançant l'opération, sauf avis contraire du Maître d'Ouvrage
- le numéro du Permis de Construire et sa date d'obtention,
- la superficie du terrain,
- les surfaces hors œuvre brute et nette,
- la hauteur de la construction,
- le nom, le logo, le numéro de téléphone du maître d'ouvrage,
- le nom, le logo, le numéro de téléphone de l'architecte mandataire et de l'architecte d'exécution,
- le nom, le logo, le numéro de téléphone des B.E.T.,
- le nom, le logo, le numéro de téléphone de l'OPC,
- le nom, le logo, le numéro de téléphone du bureau de contrôle,
- le nom, le logo, le numéro de téléphone du coordonnateur S.P.S.,
- pour chaque lot, son numéro, sa désignation, le nom, le numéro de téléphone de l'entreprise titulaire.

Ces panneaux seront implantés de façon à être parfaitement lisible depuis le domaine public et seront maintenus en état pendant toute la durée du chantier.

### **3 3 Gestion du compte des dépenses communes**

Les dépenses communes de chantier (dépenses d'investissement, d'entretien et de consommation) sont traitées au C.C.A.P.

## **4 CONTROLE DES TRAVAUX**

### **4-1 Coordination entre lots**

Les entreprises de tous les corps d'état devront se prêter à ce qu'une parfaite et complète coordination puisse avoir lieu sur le chantier.

Chaque entreprise titulaire du lot sera tenue de fournir aux autres entreprises toutes informations nécessaires à la bonne exécution et mise en œuvre de ses ouvrages (réservations, incorporations, phasage...).

Cette coordination se fera par fiches "Questions / Réponses" au pilote de chantier, et repris en compte rendu de chantier.

Le pilote devra être tenu informé des informations de coordinations transmises par les entreprises.

Tout manquement d'information relatif à la bonne coordination de travaux sera répercuté intégralement à l'entreprise défaillante.

#### **4-2** **Qualité des travaux : finitions**

Pour l'ensemble des ouvrages concernés, chaque entrepreneur devra apporter un soin particulier à la bonne exécution de ses ouvrages.

Toute exécution ne donnant pas satisfaction au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Œuvre sera refusée, démolie et refaite au frais de l'entreprise adjudicataire.

#### **4-3** **Garanties et assurances**

Chaque Entrepreneur sera responsable du dimensionnement, de la stabilité et du bon fonctionnement de ses ouvrages.

Chaque Entrepreneur assurera les garanties de parfait achèvement, de bon fonctionnement et la garantie d'un an sur les équipements ou décennale sur les ouvrages à caractère décennal conformément à la législation en vigueur.

Il souscrira toutes les assurances nécessaires à ce sujet et transmettra les attestations correspondantes avant tout début de travaux en cours de validité :

- Responsabilité civile,
- Attestations d'assurances.

Les garanties de parfait achèvement seront constituées par l'obligation de faire pendant la période de garantie la remise en ordre de tout ou partie des ouvrages détériorés suite à des causes directes ou indirectes.

Cette remise en état peut consister en la réparation ou le remplacement des dits ouvrages défectueux.

#### **4-4** **Planification et suivis d'opération**

Les entrepreneurs devront se prêter à ce qu'une parfaite et complète coordination soit assurée entre les corps d'état.

Pour faciliter cette coordination, il devra également remettre en temps utile, à l'architecte et aux entreprises intéressées, les plans et détails de réservations à prévoir dans les parties portantes de la construction, tant en dimensions qu'en implantation.

#### **4-5** **Bureau de contrôle**

Document de référence :

##### **RAPPORT INITIAL DU BUREAU DE CONTROLE**

réalisé par QUALICONSLT  
86360 CHASSENEUIL DU POITOU  
Tel : 05 49 00 67 52 -

L'Entrepreneur devra se référer au rapport du contrôleur technique transmis dans le dossier de consultation.

L'entrepreneur prendra en compte les observations du rapport de manière à les intégrer dans son offre et permettre un rapport final sans observations.

#### **4-6** **Coordination sécurité**

Document de référence :

##### **Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la santé (PGC SPS)**

réalisé par SOCOTEC  
10, Rue Jean-B. Boussingault 86000 POITIERS  
Tel : 05 49 47 55 66 -

Les entreprises devront se conformer aux demandes de ce coordonnateur :

- Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
- Participation à la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieur de l'ouvrage (DIU), etc...

Les entreprises disposeront du délai réglementaire, après notification de leur marché, pour établir leur PPSPS.

Ces documents seront remis au Maître d'œuvre transmis au Maître d'Ouvrage en deux exemplaires.

Le « Coordonnateur de sécurité » précisera les qualités et quantités de documents dont il aura besoin.

#### **4-7** **Etudes d'exécution**

Il est stipulé que tout détail d'exécution non décrit dans les pièces du marché mais nécessaire au parfait achèvement de l'ouvrage en application du CCAG et des règles de l'art est réputé inclus dans le prix forfaitaire.

Les entrepreneurs sont chargés de l'établissement des divers dessins d'exécution et notes de calculs relatifs à la construction et à ses équipements. Les dessins doivent comporter tous les détails et références nécessaires à leur parfaite compréhension.

Le Maître d'Œuvre répondra dans les meilleurs délais à compter de la date de réception des divers documents pour faire connaître son acceptation ou ses réserves.

L'acceptation de certaines pièces peut être subordonnée à la production de documents supplémentaires, dans ce cas le délai d'examen repart de la date de fourniture des documents.

Le Maître d'Œuvre peut demander aux entrepreneurs des explications sur les divers projets et apporter à ceux-ci des modifications jugées utiles.

Une fois approuvés, les divers documents ne peuvent plus recevoir de modification sans autorisation écrite.

#### **4-8** **Consuel**

Les entreprises des lots techniques devront prévoir dans leur offre l'ensemble des Consuels nécessaires pour la mise en service définitive du bâtiment.

#### **4-9** **Essais**

Sont à la charge exclusive des entreprises intéressées :

- tous les essais demandés par la Maîtrise d'Œuvre et les Bureaux d'Etudes Techniques dans les limites qui sont définies dans les Cahiers des Charges D.T.U., Normes indiqués par le C.S.T.B. et/ou dans les C.C.T.P.,
- tous les essais et procès-verbaux correspondants qui seront à fournir au Contrôleur Technique dans le cadre de sa mission, suivant indications du C.C.A.P.,

Les essais et épreuves relatifs à la vérification des caractéristiques spécifiées dans les documents particuliers du marché seront à la charge de l'entreprise.

Si l'essai n'est pas satisfaisant, la Maîtrise d'Œuvre peut, selon l'importance des défauts constatés, prescrire un contre-essai dans les mêmes conditions que le premier.

Les contre-essais et contre-épreuves découlant de résultats non favorables sont à la charge de l'entreprise.

En cas de désaccord, l'entreprise a le recours de faire procéder à un troisième essai par un autre laboratoire, les résultats sont interprétés de la même façon que précédemment mais la décision de la Maîtrise d'Œuvre est définitive.

#### **4-10** **Documents à remettre**

##### **4-10 1** En période de préparation de chantier

Durant la période de préparation du chantier, chaque entrepreneur sera tenu de fournir ses plans d'exécution et de les soumettre avant tous travaux à l'approbation du Maître d'Œuvre et du bureau de Contrôle.

Ces documents seront établis en nombre suffisants pour approbation.

Ces documents porteront également sur :

- le PPSP de sécurité,
- le planning,
- le plan d'installation de chantier,
- les plans de réservation, percement, fourreaux, feuilures...
- les plans d'exécution et de détail.

##### **4-10 2** Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Afin d'uniformiser les DOE des différents lots et en faciliter l'utilisation future, les DOE devront, pour chaque lot, respecter la structure ci-dessous.

Cette liste n'est pas exhaustive, et ne se substitue en aucun cas aux attentes spécifiques détaillées dans chaque C.C.T.P.

Liste des produits :

- Tableau listant les différents produits mis en œuvre, et référençant les documents liés.

Référence des fabricants :

- Référence et coordonnées des différents fabricants (et de leurs distributeurs).

Plans d'exécution et plans de localisation des produits - Schémas ou synoptiques :

- Sommaire de la section (donner un titre à chaque plan),

...Suite de "4-10 2 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)..."

- Documents correspondants

Fiches produits avec FDS et FDES :

- Sommaire de la section,
- Pour chaque produit : Fiche Technique & Fiche de Données de Sécurité (FDS) & Fiche de Déclarations Environnementales et Sanitaires (FDES).

PV, certifications, Avis Techniques :

- Pour chaque produit : PV feu, PV acoustique, certificats divers, avis techniques.

Autocontrôles, notes de calculs :

- Sommaire de la section,
- Fiches d'autocontrôle, notes de calculs d'exécution.

Notices d'entretien et de maintenance - Recommandations pour le fonctionnement :

- Sommaire de la section,
- Pour chaque produit : notice d'entretien, recommandations à respecter pour le bon fonctionnement.

Périodicité des opérations d'entretien et de maintenance :

- Synthèse, sous forme d'un tableau pour l'ensemble des ouvrages du lot, des opérations d'entretien maintenance à prévoir et de leur fréquence. Avec référence aux notices d'entretien correspondantes,
- Pour les lots techniques : tableaux des gammes de maintenance

Commentaires :

Les éléments nécessaires à la mise en place des contrats d'entretien et de maintenance sont à remettre avant la réception en 2 exemplaires papier et 1 version informatique et ils seront à joindre dans les DOE.

Chaque entreprise devra remettre des DOE provisoires à chaque réception partielle (nombre d'exemplaires papiers et informatiques à définir lors de la phase de préparation de chantier).

Ce document sera remis en 1 exemplaire sur CD au format Pdf (doc ou excel si nécessaire).

4-10 3 Dossier d'intervention ultérieur des ouvrages (DIUO)

De façon à faciliter l'entretien et la maintenance des ouvrages, l'entrepreneur devra fournir obligatoirement et au fur et à mesure qu'il a mis en œuvre les matériaux et matériels :

Les notices techniques et descriptives des fournisseurs des matériaux et matériels :

- Le matériel fourni, s'il est constitué d'assemblages complexes, fera l'objet d'une description précise complétée de plans et, si nécessaire, de vues « éclatées »
- Les caractéristiques et références des différentes pièces seront répertoriées ainsi que le nom et l'adresse du fournisseur
- La notice technique descriptive devra permettre la localisation, l'identification et la commande de tout organe défaillant

Les notices de fonctionnement et d'utilisation des matériaux et matériels :

- Lorsque l'utilisation d'un matériel ne relève pas de l'usage courant, ou si une erreur d'utilisation risque d'entraîner une détérioration de ce matériel ou d'autres matériaux ou équipements, une notice de fonctionnement en donnera le mode d'emploi détaillé.

Les notices d'entretien et de maintenance des matériaux et matériels (suivant la trame fournie par la Maîtrise d'œuvre) :

- En précisant en particulier l'ensemble des tâches d'entretien et de maintenance préventives, avec la fréquence des interventions, ainsi que les consignes de prévention nécessaires avant d'exécuter l'entretien et la maintenance.

Les plans de récolement et de détails :

- Comprenant les relevés précis des positionnements des ouvrages.

Les plans d'exécution et notes de calculs :

- Visés et corrigés conformément aux ouvrages exécutés.

Les procès-verbaux de classement ou label :

- Pour les matériaux ou équipements faisant l'objet d'un classement ou label.

La garantie du constructeur :

- Lorsqu'un matériau ou équipement fait l'objet d'une garantie particulière du constructeur une attestation sera jointe.

Démonstration :

- Pour les ouvrages ou appareillages dont l'usage nécessite des manœuvres complexes ou délicates, une

...Suite de "4-10 3 Dossier d'intervention ultérieur des ouvrages (DIU..."

démonstration sera faite à l'installation par le constructeur, à l'agent de maintenance du Maître d'Ouvrage.

Formation :

- Pour le matériel ou les équipements dont l'usage nécessite un apprentissage particulier, l'entrepreneur prévoira la formation de l'agent de maintenance de l'établissement. A l'issue de cette formation, l'agent de maintenance devra être en mesure d'utiliser efficacement et en toute sécurité, le matériel ou les équipements concernés.

## 5 CONDITIONS D'EXECUTION

### 5-1 Contraintes de site

#### 5-1 1 Connaissance du projet

Lors de l'étude du projet et afin de remettre son offre, l'entreprise soumissionnaire doit prendre connaissance de l'ensemble des pièces écrites et graphiques pour l'ensemble des lots.

#### 5-1 2 Connaissance des lieux

L'entreprise s'engage dans son marché en toute connaissance des contraintes liées au projet :

- le terrain et ses sujétions propres,
- les bâtiments dans leurs états actuels,
- les contraintes relatives aux constructions voisines,
- les modalités d'accès au chantier,
- les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement,
- les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public,
- les règlements particuliers liés aux aménagements du quartier établis par le gestionnaire des terrains.

Elle ne pourra jamais argumenter que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter ses travaux ou bien fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

#### 5-1 3 Site en activité

Les entreprises doivent intégrer dans leur offre les sujétions liées :

- à l'activité sur un site occupé :
  - . balisage des zones chantier,
  - . isolement des zones chantier,
  - . contraintes d'accès au site (accessibilité aux parkings et aux bâtiments existants) par le public :
    - de maintenir les accès résidents,
    - de maintenir les accès des véhicules de secours et d'incendie,
  - . maintien en fonctionnement des issues de secours,
  - . obligation de maintien d'un "site propre" ; avec en particulier un nettoyage quotidien du chantier,
- au maintien en fonctionnement :
  - . continuité de service téléphone et télécommunications,
  - . continuité de distribution eau potable,
  - . continuité de fonctionnement des installations de sécurité incendie,
  - . continuité de fourniture d'électricité,
  - . de maintenir le fonctionnement des réseaux (EU/EV et EP) durant la période de chantier en aménageant des dispositifs provisoires en période de travaux.

#### 5-1 4 Visite du site

Une visite des lieux est conseillée et sera prévue pendant la période de consultation (la date, la liste des lots concernés et les modalités sont précisés dans le cadre du règlement de consultation).

Aucune réclamation ne sera acceptée en cours d'exécution et aucun supplément de prix ne sera octroyé.

### 5-2 Certificats d'économies d'énergie

Au titre des Certificats d'économies d'énergie, l'entreprise doit fournir : l'attestation de fin de travaux dûment complétée.

De plus, l'entreprise s'engage à fournir toute pièce justificative demandée et/ou documents techniques nécessaires à l'obtention des CEE demandés par elle-même ou son prestataire actuel.

La MOA "cèdera ses droits" au dispositif CEE à l'entreprise retenue pour l'opération Providence.

Les CEE visés dans le cadre du présent lot sont :

- Isolation des murs extérieurs (Fiche BAT-EN-102) avec une résistance thermique de 3,7 à minima,
- Raccordement du bâtiment au réseau de chaleur (Fiche BAT-TH-127).



### **5-3 Relations avec les concessionnaires**

Les différentes entreprises doivent se mettre en rapport avec tous les services intéressés et en obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution des travaux ; elles doivent se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou organismes désignés par eux et fournir tous les documents et toutes les pièces justificatives demandés.

Les entreprises ont l'obligation :

- d'obtenir tous les accords nécessaires tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures
- de transmettre au Maître d'Œuvre tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de ses contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations
- d'obtenir tous certificats de conformité nécessaires et régler tous frais nécessités par les opérations de contrôle ou de vérification
- de signaler aux services intéressés et dans un délai réglementaire, les dates de commencement et de finition de chacune de ses interventions.

Les entrepreneurs doivent, au moment opportun et de leur propre chef, effectuer toutes démarches nécessaires auprès des services compétents, afin d'obtenir en temps voulu la mise en service des installations conformément au planning prévisionnel d'exécution des travaux.

Ils doivent enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage et les remettre aux services intéressés.

### **5-4 Opérations préalables à la réception des travaux (OPR)**

L'objectif des OPR est de vérifier la conformité des travaux exécutés aux documents du marché.

Ces OPR sont réalisées en présence du Maître d'œuvre ; elles ne pourront être entreprises que si les travaux sont achevés et si les prestations suivantes sont réalisées :

- autocontrôle des travaux,
- vérifications, essais, mise en service,
- DOE.

Pour parfaire au déclenchement des OPR, l'entreprise devra donc s'assurer des éléments suivants :

- toutes les installations de chantier seront repliées,
- tous les équipements auront été vérifiés et seront en état de fonctionnement,
- tous les réglages, équilibrages et mises en jeu des ouvrants seront assurés,
- toutes les protections temporaires de chantier seront déposées et évacuées,
- tous les rebouchages, joints et ouvrages garantissant la conformité à l'étanchéité à l'air seront exécutés,
- toutes les reprises ponctuelles de finition seront réalisées,
- tous les éléments et équipements rapportés de finition seront mis en œuvre,
- tous les gravats et déchets auront été enlevés,
- tous les réseaux de gaines seront terminés,
- tous les réseaux de tuyauteries seront terminés, éprouvés, rincés, purgés remplis avec l'eau définitive, calorifugés et équilibrés,
- toutes les machines tournantes auront été essayées et seront en permanence en état de fonctionnement, toutes leurs sécurités ayant été essayées et reconnues opérationnelles,
- tous les systèmes de régulation, d'asservissement, commande ou télécommande, signalisation, alarmes, délestage, relestage, etc. auront été vérifiés et donneront satisfaction,
- tous les autocontrôles seront faits,
- attestation de conformité des installations électriques.

Dans le cadre de ces opérations, une réception par zone pourra être envisagée notamment pour le lot Gros œuvre avec attestation de l'entreprise de la conformité de livraison des niveaux de dalles et vérification du trait de niveau.

## **6 NATURE DES MATERIAUX**

### **6 1 Spécifications des matériaux, produits et composants de construction**

Ils sont neufs et de première qualité dans le choix demandé.

Les matériaux, produits, composants de construction, leur mise en œuvre et les tolérances de leur exécution et aspect sont conformes :

- aux cahiers des charges DTU édités par le CSTB et à leurs mémentos et règles de calculs,
- aux prescriptions de tolérance particulières définies dans les CCTP,
- aux Avis Techniques, en état de validité, formulés par le CSTB, ces Avis Techniques devant être acceptés par la Commission Technique des Assurances en vue de leur prise en compte en garantie au titre de la Police Individuelle de base de l'entrepreneur,
- aux cahiers des charges édités par les fabricants, après enquête spécialisée d'un Bureau de Contrôle et acceptés

...Suite de "6 1 Spécifications des matériaux, produits et composan..."

par la Commission Technique des Assurances en vue de leur prise en compte en garantie au titre de la Police Individuelle de base.

Pour répondre aux exigences environnementales du projet, les entreprises devront obligatoirement fournir pour chaque matériau mis en œuvre :

- les Fiches de Déclarations Environnementales et Sanitaires (FDES),
- les Fiches de Données de Sécurité (FDS),
- les Fiches techniques complètes avec identification des Taux de Composants Organiques Volatiles et consommation en Energies Grises.

Les matériaux et produits entrant dans la composition d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage doivent être conformes aux normes homologuées et enregistrées ou conformes aux documents précités.

Les mises en œuvre de matériaux traditionnels non visés par les documents ci-avant respectent les recommandations professionnelles émanant d'organismes adhérents à la Fédération Nationale du Bâtiment.

Il est rappelé que l'entrepreneur a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci sont conformes aux conditions fixées par le marché.

Les matériaux, produits ou composants proposés par l'entrepreneur doivent avoir reçu l'agrément du Maître de l'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle, sur le vu des échantillons, fiches techniques, labels, P.V., Avis Techniques fournis par l'entrepreneur.

Les entreprises doivent fournir les certificats de provenance des matériaux d'apport (cas par exemple de matériaux de remblais).

Le contrôle interne auquel sont assujettis les entrepreneurs doit être réalisé :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurant que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications du marché,
- au niveau de la méthode d'exécution et de la gestion des documents d'exécution,
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurant que ses fournitures sensibles aux agressions des agents atmosphériques et/ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées,
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, l'entrepreneur vérifiant que la réalisation en est faite conformément aux DTU, avis technique du CSTB, recommandations et règles professionnelles, règles de l'art,
- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisant les essais imposés par les DTU, les règles professionnelles et les essais particuliers prescrits par les documents contractuels,
- au niveau de leur protection en cours de chantier une fois posés, et ce jusqu'à la livraison du bâtiment.

Pour ce contrôle interne, l'entrepreneur définit son programme en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect et indique le nom de la personne qui sera chargée d'assurer le contrôle des matériaux, de leur stockage, de leur mise en œuvre, et d'en surveiller les essais.

## 6 2 Produits et marques

Pour certains matériels et produits, le choix ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle ou d'une marque. Les modèles ou marques indiqués avec la mention "ou équivalent", ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

L'entrepreneur aura toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, dans la mesure où les qualités techniques et esthétiques, sont au minimum égales ou supérieures aux produits définis suivant règlements en vigueur, en informant au préalable le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre avec les justifications correspondantes.

Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent le droit de refus des références proposées si elles jugent non recevable l'équivalence technique ou esthétique des produits proposés vis-à-vis des modèles préalablement prescrits en correspondance.

## 6 3 Echantillons

Les entrepreneurs sont tenus de fournir dès le démarrage du chantier, tous les échantillons et modèles de tous les matériaux, matériels ou éléments devant être réalisés ou fournis pour l'exécution du marché.

Les échantillons retenus par le Maître d'Œuvre sont numérotés, repérés et datés et seront présentés et entreposés par l'entrepreneur dans un local spécial prévu à cet effet, sur site.

Le CCTP prévoit pour certains matériaux un échantillon de référence et autorise la fourniture de matériaux qualifiés d'équivalents. Il est spécifié que l'appréciation de l'équivalence des matériaux présentés par l'entreprise, avec ceux de référence, appartient au Maître d'Œuvre et au Maître de l'Ouvrage, et qu'en cas de divergence de vues avec l'entrepreneur, en ce qui concerne cette équivalence, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence.

Aucune commande de matériel ne peut être passée par l'entrepreneur sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant ne lui a pas été notifiée par le Maître d'Œuvre. Ceux-ci sont à la charge de l'entrepreneur du présent lot.

Les articles de quincaillerie et autres fournitures sont choisis sur référence ou sur catalogue.

...Suite de "6.3 Echantillons..."

Aucune mise en fabrication ne pourra être entreprise par le titulaire du lot avant acceptation du prototype, notifié par le Maître d'Œuvre.

Un prototype refusé devra être repris jusqu'à l'acceptation complète du Maître d'Œuvre et du Contrôleur Technique.

De même, les ouvrages types tels que les éléments de façades, les garnitures de portes, ferrages divers, éléments décoratifs, ensembles menuisés, les différentes peintures et revêtements muraux sur leur support définitif, etc. doivent être obligatoirement acceptés par le Maître d'Œuvre avant tout commencement de travaux.

6.4

#### Protections des ouvrages

Pendant toute la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de ses ouvrages et de la remise en état le cas échéant. Elle en assurera donc une protection efficace et adaptée aux matériaux afin d'éviter tous risques de détérioration.

## 7 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

### 7-1 Documents techniques de référence

Sauf disposition particulière indiquée dans le présent document, les travaux à la charge du présent lot seront exécutés conformément aux recommandations des documents suivants :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG),
- les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG),
- les normes françaises homologuées,
- les prescriptions des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) en vigueur,
- les cahiers des charges D.T.U., les règles de calcul D.T.U., les agréments et avis publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.),
- le Reef édité par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB),
- les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels,
- les notices techniques et procès-verbaux matériels et matériaux employés,
- les règles dites professionnelles,
- les arrêtés du Permis de Construire,
- la notice de Sécurité Incendie,
- la Notice d'Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (P.M.R.),
- le Rapport Initial du Bureau de Contrôle (R.I.C.T.),
- le Plan Général de Coordination (P.G.C.) réalisé par le Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.),
- le code du travail,
- la réglementation des Établissements Recevant du Public (E.R.P.),
- Norme NF P 01-020-1 - Qualité environnementale des bâtiments,
- et d'une manière générale, les règles et recommandations professionnelles pour les travaux ne faisant pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.

### 7-2 Documents techniques particuliers

7-2.1

#### Observations sur la rédaction des pièces écrites

Le présent Titre 00 Prescriptions Communes aux Entreprises et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) forment un tout qui, avec les plans et documents joints au dossier d'appel d'offres et de marché, se complètent réciproquement.

Les plans et le CCTP définissent un ouvrage et ses performances.

Après signature du marché, l'entrepreneur ne pourra faire état d'une quelconque discordance, d'une imprécision, ou de l'absence d'un ou plusieurs documents annexés au présent dossier.

Toutes discordances éventuelles existant entre les différentes pièces constituant le dossier devront être confirmées par une note annexe, signalant les éventuelles contradictions, jointe à la soumission de l'entreprise.

Tous les détails de construction complètement décrits ou non, font partie intégrante du prix global, pour réaliser une construction saine et robuste, conforme aux normes - règlements - décrets et arrêtés - documents et avis techniques en vigueur et règle de l'art.

S'il subsistait, après la signature de son Marché, quelques omissions ou erreurs dans le CCTC et CCTP, l'entrepreneur sera tenu de les réparer et d'exécuter sans supplément de prix, les travaux indispensables à la terminaison des bâtiments, par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'œuvre.

Les côtes, les dimensions, les sections, les quantités, les références sont données à titre indicatif dans les pièces et documents du dossier Marché. Elles doivent être vérifiées par l'entrepreneur et précisées dans les documents, plans et calepins d'exécution établis par l'entreprise pendant la période de préparation.

...Suite de "7-2 1 Observations sur la rédaction des pièces écrites..."

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient éventuellement soulever certaines dispositions des plans et documents du dossier Marché, seraient exécutées conformément aux décisions du Maître d'œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global des marchés. Ces décisions seront confirmées par des ordres de service exécutoires.

L'entrepreneur doit, dans le cadre de son prix forfaitaire contractuel, tous les travaux accessoires suivant les règles de l'Art du bâtiment, la réglementation en vigueur en matière de sécurité incendie, de telle sorte que les ouvrages terminés remplissent parfaitement leur destination.

L'entrepreneur déclare avoir pris connaissance de toutes les parties du devis descriptif et avoir compris, dans sa soumission tous les travaux de sa profession pouvant en résulter, même si certains de ces travaux ne sont pas mentionnés dans la ou les parties qui traitent le plus particulièrement des travaux de son lot, à moins que ces travaux n'aient été explicitement affectés à l'entrepreneur titulaire d'un autre lot.

Il déclare, en outre, avoir été informé que le devis descriptif n'a pas un caractère limitatif et avoir compris dans sa mission, à la seule exception de ceux qui sont explicitement affectés à l'entrepreneur titulaire d'un autre lot, tous les travaux de sa profession indispensable à l'achèvement complet, suivant les règles de l'Art, de l'ensemble des constructions désignées.

## **7-3 Documents et plans à fournir en phase préparation et exécution**

### **7-3 1 Documents à fournir**

Durant la période de préparation du chantier, chaque entrepreneur sera tenu de fournir :

- ses plans d'exécution et de les soumettre avant tous travaux à l'approbation du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle.
- le PPSP de sécurité,
- le planning,
- le plan d'installation de chantier,
- les plans de réservation, percement, fourreaux, feuillures...
- les plans d'exécution et de détail,
- le SOGED (Schéma d'Organisation et de GEstion des Déchets) et PRE (Plan de Respect de l'Environnement).

### **7-3 2 Plans d'exécution des ouvrages**

Les plans d'exécution des ouvrages (EXE) des lots, dessins et calepins de chantier sont à la charge de l'entreprise, chacune pour son corps d'état ou son lot.

Après visa de la Maîtrise d'Œuvre et approbation du Bureau de Contrôle, ces documents seront diffusés au Maître d'Ouvrage et classés en vue de la constitution du dossier DOE.

L'entreprise doit prendre en compte dans son planning d'intervention que le délai dont disposent le maître d'œuvre et le bureau de contrôle pour examiner les documents transmis, est égal à 15 jours calendaires. Les plans seront transmis à la Maîtrise d'œuvre conjointement sous forme papier et fichier Autocad version 2004.

Toutes les entreprises devront remettre au titulaire du lot, leurs plans de réservations dans les ouvrages en béton et les maçonneries. Les pénalités de retard prévues pour les travaux seront applicables en cas de retard dans la remise des réservations.

Les entrepreneurs concernés devront, à partir des plans établis par la maîtrise d'œuvre, réaliser leurs plans d'exécution, leurs plans de chantier, d'ateliers et les transmettre, pour accord, au maître d'œuvre avant d'établir les commandes de matériels. Elles devront également établir les nouveaux plans d'exécution en cas de modification et tous les plans de réservations à transmettre.

Les plans à l'échelle minima de 2cm/m seront complétés par des coupes de détails à l'échelle de 5 ou 10 cm/m et seront conformes aux Normes NFP 02.001 à 02.025.

Pour apprécier ces documents, l'Entrepreneur adressera au maître d'œuvre la liste complète des matériaux, matériels, appareillages et fournitures diverses qu'il envisage d'utiliser pour l'exécution des travaux avec les caractéristiques techniques détaillées et l'adresse des fabricants et constructeurs retenus pour chacun des matériaux et matériels.

Après modifications éventuelles et agrément du Maître d'œuvre et approbation du Bureau de Contrôle, les différents plans seront reproduits par les entreprises en nombre suffisant suivant les indications du Maître d'œuvre. Chaque entrepreneur déposera à titre permanent dans le local des réunions de chantier un exemplaire des plans de fabrication approuvés et veillera à ce que la série soit complète et mise à jour.

Tous travaux engagés sans l'approbation du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre seront refusés jusqu'à l'approbation de ceux-ci par ces derniers.

## **7-4 Délais d'exécution - Planning**

Un planning prévisionnel d'exécution est joint au présent dossier.

La décomposition des sous-détails de ce planning pourra être aménagée en fonction des méthodes de travail de l'entreprise, sous réserve de l'accord de l'OPC, de la Maîtrise d'Œuvre, du Maître d'Ouvrage associé et des autres entreprises éventuellement impactées.

Toutefois le délai global et les dates clé intermédiaires seront inchangés et devront être respectées, sous peine d'application des pénalités contractuelles prévues dans les conditions générales.

**7-5**

**Sous-traitance**

Toute intervention d'une entreprise sous-traitante devra préalablement être soumise à l'agrément et autorisation du Maître d'Ouvrage après analyse et avis du Maître d'Œuvre.

L'entreprise devra faire agréer ses sous-traitants et sera seule responsable de leurs interventions et sera tenue de prendre toutes dispositions pour faire face à leurs défaillances éventuelles.